



**PRÉFÈTE  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la protection des populations  
et Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-10-21**  
du **22 OCT. 2025**

**fixant des prescriptions complémentaires à la société TREDI pour le site qu'elle  
exploite au 519 rue Denis Papin sur la commune de Salaise-sur-Sanne**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I<sup>er</sup>, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 (modifications substantielles) ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, préfète de l'Isère ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société TREDI pour le site qu'elle exploite au 519 rue Denis Papin sur la commune de Salaise-sur-Sanne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2024-11-25-00051 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Jean-Luc DELRIEUX, directeur départemental de la protection des populations de l'Isère ;

Vu la décision n°2025-ARA-KKP-38-005 du 10 juin 2025 prise en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : [ddpp-ic@isere.gouv.fr](mailto:ddpp-ic@isere.gouv.fr)

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 Grenoble Cedex.1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

Considérant le porter à connaissance relatif au projet d'extension de la plateforme de stockage des mâchefers (réf. QSSE24 197 version 4 du 14 août 2025) ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 8 août 2025 ;

Considérant le courriel du 26 août 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 9 septembre 2025 ;

Considérant que le projet d'extension de la plateforme de stockage de mâchefers a pour objectif d'augmenter le temps d'égouttage des mâchefers pour des raisons de sécurité, ce qui nécessite une surface de stockage plus grande à volume de mâchefers produits constant ;

Considérant que le projet d'extension de la plateforme de stockage des mâchefers conduit à une augmentation de +265 % de la capacité déjà autorisée de la rubrique 4511 et dépasse en elle-même le seuil Seveso seuil haut de la rubrique 4511, bien que le site TREDI soit déjà classé Seveso seuil haut ;

Considérant que le projet ne génère pas de nouveaux impacts significatifs sur l'environnement, ni de nouveaux scénarios d'accidents majeurs et qu'il n'est donc pas nécessaire de modifier les règles d'urbanisme ou de gestion des situations d'urgence autour de l'établissement ;

Considérant en conséquence que le projet d'extension de la plateforme de stockage de mâchefers ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ce projet constitue néanmoins une modification notable qui nécessite des prescriptions complémentaires, notamment concernant la mise à jour du tableau des installations classées du site, la gestion des eaux d'égouttage et de ruissellement sur la plateforme de stockage des mâchefers et l'agrandissement du bassin de compensation de 540 m<sup>3</sup> pour compenser le volume emprunté sur la zone d'expansion de la crue ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## Arrête

### Article 1 : Champ d'application

La société TREDI (SIRET 338 185 762 00071), dont le siège social est situé Parc Industriel de la Plaine de l'Ain, allée des Pins 01150 Saint-Vulbas, ci-après dénommée « l'exploitant », dont les installations sont situées au 519 rue Denis Papin 38150 Salaise-sur-Salaise (coordonnées Lambert 93 : X= 840475 et Y= 6473068), est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### Article 2 : Mise à jour du tableau des rubriques

Les prescriptions relatives à la rubrique 4511 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-09-14 du 17 septembre 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Capacité des installations	Régime (*)
4511.1	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.</i></p>	<p>Mâchefers : 3 850 t REFIDI (unité Salaise 3) : 290 t Boues d'hydroxydes métalliques issues du traitement des fumées : 120 t</p> <p><u>Quantité totale : 4 260 t</u></p>	<p>A SEVESO seuil haut</p>

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct pour la rubrique 4511.

### Article 3 : Eaux pluviales de ruissellement sur la plateforme de stockage des mâchefers

Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées issues de l'ensemble de la plateforme de stockage des mâchefers (hors eaux d'égouttage des mâchefers) sont collectées dans une chambre enterrée (au sud de Salaise 4) qui remplit, dans un premier temps, le bassin B732 puis le B733 et ensuite le nouveau bassin de 350 m<sup>3</sup>. Après contrôle de leur qualité, ces eaux sont réutilisées sur le site ou rejetées au milieu récepteur si elles respectent les valeurs limites fixées à l'article 19.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°2005-06928 du 22 juin 2005. Dans le cas contraire, ces eaux devront être traitées. Une procédure définit les modalités de surveillance et les seuils techniques internes permettant un recyclage des eaux sur site, notamment pour le traitement des fumées ou le lavage des quais. Elle est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 4 : Alvéoles d'égouttage des mâchefers

Les dispositions de l'article 22 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°2005-06928 du 22 juin 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les alvéoles d'égouttage des mâchefers sont conçues de manière à assurer un bon égouttage de ceux-ci.

Les eaux d'égouttage sont collectées de manière séparée des eaux de ruissellement de la plateforme de stockage des mâchefers et orientées vers un bassin dédié. Les eaux d'égouttage font l'objet d'un traitement dédié suivant analyse (réutilisation, incinération ou traitement vers la STEP). Une traçabilité de gestion de ces eaux d'égouttage est mise en place (volume, teneurs, exutoire). Une procédure définit les modalités de surveillance, la traçabilité mise en place et les seuils techniques internes définissant l'exutoire de ces eaux (réutilisation, incinération ou traitement vers la STEP). Cette procédure est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 5 : Stockage des mâchefers

Les dispositions des articles 14 à 21 de l'arrêté préfectoral n°2010-07565 du 21 octobre 2010 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant est autorisé à stocker les mâchefers issus des installations d'incinération de son établissement sur une aire de transit dédiée à cet effet et dont les caractéristiques sont précisées ci-après. Ils sont ensuite acheminés, par véhicules routiers, vers une installation permettant leur acheminement sur des trains ou, en cas d'indisponibilité du fret voie ferrée, par camions (bennes) vers une installation de stockage de déchets dangereux autorisée.

La plateforme de stockage des mâchefers est constituée de :

- 8 alvéoles de stockage des mâchefers déferpillés ou non déferpillés d'une capacité de 300 t chacune ;
- 1 alvéole de stockage des mâchefers d'une capacité de 100 t en sortie de l'unité Salaise 3 ;

- 1 alvéole de stockage des mâchefers d'une capacité de 150 t alimentée par les convoyeurs pour le chargement en conteneurs ;
- 1 lot complet de conteneurs prêts au départ par train (800 t) ;
- 1 lot complet de conteneurs remplis d'avance en vue du prochain départ par train (400 t).

Les mâchefers sont stockés en alvéoles de manière à être protégés des vents dominants.

Un stockage de mâchefers en conteneur est autorisé pour les mâchefers préparés pour une évacuation du site.

Afin de limiter les émissions diffuses, des rampes de brumisation sont installées au-dessus des alvéoles de stockage des mâchefers et au niveau des zones de chargement des bennes et des conteneurs. En outre, des asperseurs d'eau sont installés sur la plateforme de stockage des mâchefers pour plaquer les poussières au sol.

Un système de lavage des roues des véhicules est installé en sortie de la plateforme de stockage des mâchefers pour limiter la dispersion de poussières en dehors de la plateforme.

Chaque conteneur plein stocké est soigneusement fermé et n'est plus ouvert avant son évacuation du site. Une réouverture provisoire pourra cependant être exceptionnellement autorisée à des fins de contrôle, ou en cas de non-conformité relevée sur le poids, avant son évacuation du site, ou pour toute vérification liée à la sécurité du chargement.

Cette aire de transit est maintenue propre en permanence. Elle est implantée à plus de 200 m de toute habitation, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et des établissements recevant du public. Elle est revêtue d'un enrobé bitumineux et repose sur une infrastructure conçue pour limiter les infiltrations, grâce notamment à une géomembrane en sous-sol avec un système de drains collectés. Elle est constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention.

Les mâchefers ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol, ne présentant pas d'aménagement imperméabilisé.

Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement sont aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler : elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement. Celles-ci sont régulièrement nettoyées et entretenues.

Lors du chargement d'une benne ou lors de la mise en place des conteneurs sur un véhicule routier pour leur chargement, le moteur du véhicule doit être à l'arrêt et son levier de vitesse placé au point mort. Les chargements sont réalisés sur l'aire imperméabilisée.

Le conducteur ou une personne susceptible de déplacer le véhicule est présent pendant toute la durée du chargement.

Une fois le chargement effectué et avant le départ du véhicule, le bon arrimage des conteneurs sur le véhicule est vérifié.

Pour les transports par bennes, il est vérifié la fermeture des ouvrants ayant permis le chargement (bâche, open-top...).

Une consigne écrite rappelle ces obligations.

Du personnel est présent en permanence lors des opérations de manipulation des conteneurs et surveille le bon déroulement de ces opérations.

Les eaux d'égouttage sont collectées et traitées conformément aux dispositions de l'article 22 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°2005-06928 du 22 juin 2005 modifié.

Les eaux de ruissellement sur la plateforme de stockage des mâchefers, hors eaux d'égouttage, sont collectées et traitées conformément à l'article 3 du présent arrêté.

En cas de perte de confinement d'un conteneur ou d'une benne et de déversement accidentel des déchets, les produits sont confinés puis récupérés sans délai. Ils sont ensuite éliminés dans une installation dûment autorisée.

La date de conditionnement des mâchefers sur l'aire de transit est consignée dans un registre tenu par l'exploitant à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 6 : Prévention du risque inondation

Les dispositions de l'article 2.10 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°98-5055 du 31 juillet 1998 et de l'article 4.1.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°2015 du 12 octobre 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La plateforme supportant les installations de Salaise 3 est construite à une cote altimétrique au-dessus de la cote de référence inondation.

La plateforme de tri, transit, regroupement de Salaise 4 est implantée en zone inondable. Une élévation du niveau du sol est réalisée avec respect de la cote minimale de 152,41 m.

L'extension de la plateforme de stockage des mâchefers est construite à une cote altimétrique au-dessus de la cote de référence inondation (152,41 mNGF).

La capacité du bassin de compensation existant, initialement créé pour compenser le volume emprunté par la plateforme Salaise 4, est portée à 6 190 m<sup>3</sup> afin de compenser également le volume emprunté par l'extension de la plateforme de stockage des mâchefers sur la zone d'expansion de la crue.

De manière générale, chaque prescription du PPRI (plan de prévention du risque inondation) de la Sanne doit être respectée lors de la conception de la plateforme Salaise 4 et de l'extension de la plateforme de stockage des mâchefers.

#### Article 7 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 8 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Salaise-sur-Sanne et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Salaise-sur-Sanne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimum de quatre mois.

#### Article 9 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

*(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)*

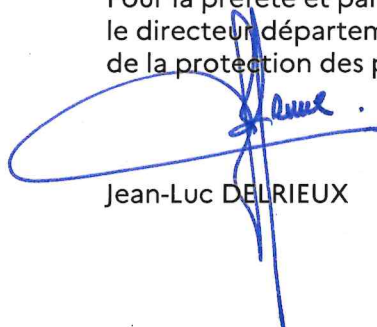
Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Salaise-sur-Sanne sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TREDI.

Pour la préfète et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a vertical line and a horizontal stroke.

Jean-Luc DELRIEUX

